

Fiction & Cie

Sandra Lucbert

**Personne
ne sort les fusils**

**Le procès France Télécom
n'a pas eu lieu.**

**On ne juge pas un monde
depuis lui-même. On n'atteint
pas le capitalisme dans
la langue du capitalisme.**

**Alors dans l'ordre :
rompre avec sa langue ;
distinguer les cibles ;
sortir les fusils.**

Seuil

PERSONNE NE SORT
LES FUSILS

Du même auteur

Mobiles
Flammarion, 2013

La Toile
Gallimard, 2017

Fiction & Cie



Sandra Lucbert

PERSONNE NE SORT
LES FUSILS

Seuil

57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

COLLECTION
« Fiction & Cie »
fondée par Denis Roche
dirigée par Bernard Comment

Pour l'écriture de cet ouvrage, l'auteure a bénéficié
d'une bourse du Centre National du Livre.

ISBN 978-2-02-145658-5

© Éditions du Seuil, août 2020

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com
www.fictionetcie.com

Finale­ment, cette histoire de suicides, c'est terrible, ils ont gâché la fête.

Didier Lombard, le 6 mai 2019, à la barre

[1] y a toujours dans le deuil du pauvre quelque chose qui manque, une absence d'harmonie qui le rend plus navrant. Il est contraint de lésiner sur sa douleur. Le riche porte la sienne au grand complet.

Charles Baudelaire

Rien n'a été annoncé. D'un coup, toutes les lumières se sont éteintes. On a tiré les rideaux.

Le voilà comme les autres, assis là sans savoir, sans rien voir, à attendre.

Sur sa droite, là où siège le tribunal, une voix s'élève. Lente, monocorde, à l'instant réfractée dans des centaines de casques en quatre langues. Elle dit : « Vous allez voir un documentaire sur les camps de concentration installés par le régime nazi. »

Un faisceau doré traverse l'ombre. Atteint le mur du fond, éclaire progressivement l'immense écran. Un titre ; puis les charniers. L'horreur plein les yeux.

Le film avale l'assistance. Lui, il perd notion d'où il est, il n'a jamais vu ça.

Brusquement, pourtant, il est ramené à la salle. Il sent quelque chose.

Sur sa gauche : un second foyer lumineux. Quand s'est-il allumé ? Il ne saurait pas dire. Reste qu'un projecteur fait apparaître les travées des vingt-quatre accusés.

Exactement cernés de lumière blanche ; eux, pourtant, n'en sentent rien. Trop absorbés par l'écran, intégralement livrés aux images de leur carnage.

La lumière est onctueuse, elle a été pensée, elle ne les affecte pas ; elle les révèle en leurs passions brutes : chacun de leurs traits saille. Pas un clignement d'yeux, pas un pli n'échappe à l'assistance ni aux juges. Un double mouvement. Les accusés magnétisés par les massacres et les tortures qu'ils ont organisés, la salle scrutant leurs visages phosphorescents « avec une avidité presque sauvage ».

Projection de l'évidence des crimes.

Projecteurs sur les tueurs.

La preuve par la lumière.

Un jugement scénographié depuis un monde de projectionnistes et d'ingénieurs son ; depuis le bloc Alliés qui a balayé le Reich et entend que la condamnation soit sans appel, claire comme la résolution d'« une équation sans précédent ».

C'est le récit que fait Joseph Kessel d'une journée au procès de Nuremberg.

« Ce procès, est-ce que vous y voyez comme tchitrec, internaute du *Figaro*, [...] le Nuremberg du management ? »

Ce procès-*là*, c'est celui de sept dirigeants de France Télécom, commencé la semaine précédente, le 6 mai 2019. Cette question, c'est celle que pose un journaliste du *Figaro* à un directeur des ressources humaines.

L'« obsession du départ en trois ans de 22 000 salariés et de 10 000 mobilités est devenue le cœur de métier des dirigeants de France Télécom, [...] [qui] peuvent qualifier leurs agissements ainsi : *le harcèlement moral est mon métier* ». Affirme l'une des procureures, deux mois plus tard, dans son réquisitoire.

La mort est mon métier est le titre d'un roman de Robert Merle ; les mémoires fictives du commandant d'Auschwitz-Birkenau.

J'ai regardé l'émission du *Figaro* avant d'aller au tribunal, pour me faire une idée de ce qui se disait du

procès. J'ai lu le compte rendu du réquisitoire dans *Mediapart*, pour savoir ce que concluait le parquet après deux mois d'audiences.

En septembre encore, je lis cette plaisanterie de François Ruffin dans *Fakir* : « J'aurais bien demandé à Hannah Arendt de couvrir, elle n'était pas disponible. »

Décidément, « ça » travaille les esprits – de *Fakir* au *Figaro*.

Maître Veil lui-même, pourtant avocat de l'ex-P-DG de France Télécom, fait cette étrange remarque dans sa plaidoirie finale : certes, tout ceci est douloureux, mais il y a « un drame que nous avons tous évité, c'est celui de la guerre sur le territoire national ».

On entend ça, on reste perplexe. De quoi parle-t-il exactement ?

Maître Veil s'est illustré par ses provocations tout au long du procès. La surenchère est son régime par défaut. Mais enfin, l'invasion allemande et l'Occupation ? Qu'est-ce que ça vient faire là ? On pressent des intentions contournées, d'autres ensevelies. Au total, cependant, on se retrouve de nouveau avec « ça » sur les bras.

À l'évidence, « c »'est dans sa tête aussi.

Personne pour dire que « c'est la même chose ». Pourtant, tout le monde pense à la même chose. Au même impensable. Il doit y avoir une raison.

Un impensable auquel tout le monde pense, on a tout intérêt à y regarder de plus près.

Le procès France Télécom est inédit. Sept dirigeants sont accusés de harcèlement moral à l'échelle d'une entreprise. C'est la première nouveauté : on incrimine une *organisation* du travail qui aurait nui à l'ensemble des salariés.

Les prévenus dirigent – dirigeaient – une entreprise du CAC 40. C'est la seconde nouveauté : d'ordinaire, en France, on ne juge pas ces gens-là.

Ils sont : le P-DG, Didier Lombard. Le DG : Louis-Pierre Wenès. Le DRH : Olivier Barberot.

Et complices présumés : Jacques Moulin, directeur territorial Est, ensuite promu directeur des ressources humaines France et directeur des actions territoriales opérations France. Brigitte Dumont, directrice du programme ACT, puis directrice du management, des compétences et de l'emploi. Nathalie Boulanger, directrice des actions territoriales opérations France. Guy Patrick Cherouvrier, DRH (lui, il est absent des audiences pour cause de maladie).

Il a fallu dix ans d’instruction. L’ordonnance de renvoi fait 673 pages.

Trente-neuf salariés se sont portés partie civile, dix-neuf se sont suicidés sur la période considérée : entre 2006 et 2010.

En 2006, les sept prévenus ont initié les plans NExT (Nouvelle Expérience des Télécommunications) et ACT (Anticipation et Compétences pour la Transformation), visant à faire partir 20 % des effectifs de France Télécom en trois ans. La violence de ces plans s’est comptée en morts – immolation, pendaisons, noyades, défenestration, suicide en réunion à l’arme blanche, suicide sur rails.

NExT et ACT : des réussites injustement ternies. C’est ce que l’ancien P-DG Lombard déplore à la barre : « Nos collaborateurs ont été privés de leur succès. »

Voilà une de ces choses qui font irrésistiblement penser à l’impensable : cette parfaite indifférence aux souffrances et aux morts qu’expriment les accusés.

L’autre : « Je n’ai fait que mon devoir. »

Des prévenus, mon premier aperçu – de gauche à droite :

Deux septuagénaires. Le gros homme voûté à lunettes : Didier Lombard. La stature massive aux traits durs, aux yeux rentrés : Louis-Pierre Wenès.

Deux sexagénaires. Olivier Barberot, lunettes sans monture et costume de commercial, ventru, regard fuyant. Brigitte Dumont, cheveux blonds plats et lunettes étirées, tailleur col rond, bouche pincée.

L'Angleterre est assaillie par les nazis. France Télécom est assaillie par ses concurrents.

L'analogie schématique a un potentiel mobilisateur. Vous me dites convergence, je vous dis simplicité.

Les schémas simples développent l'innocence et libèrent la violence par devoir.

Les managers NExT doivent sauver France Télécom en mobilisant les salariés pour NExT.

Les salariés NExT doivent converger dans l'effort de guerre.

C'est simple, c'est du patriotisme. Les actionnaires privés attendent de France Télécom des résultats.

Les résultats demandent de partir (pour la guerre). Les salariés doivent partir.

Les actionnaires internationaux, c'est la France.

On va faire quelque chose de formidable et ce sera la fin des gens.

Octobre 2019